

Nous ne sûmes pas lui tendre la main. D'ailleurs, une alliance avec la France ne garantissait à l'Italie ni l'ordre monarchique, auquel elle est attachée à bon droit, ni une amélioration de sa position internationale. Elle ne lui garantissait même pas son unité; car si l'allure et l'esprit de prosélytisme de la génération de Gambetta — bien affadis aujourd'hui, du reste — mettaient en défiance les partis italiens dynastiques, l'attitude des catholiques et des conservateurs français in-

alliance. « Personne mieux que le comte de Robilant ne savait à quel point nous étions isolés, et combien les dispositions de certains Cabinets à notre endroit constituaient pour nous un danger réel. Au cours du voyage que fit le prince de Bismarck à Vienne, en 1879, le seul ambassadeur auquel il ne rendit pas visite fût le nôtre. Il y avait pis. Le comte Andrassy, causant avec le prince, lui avait dit que l'Autriche, incommodée par l'agitation irrédentiste, pourrait bien finir par déclarer la guerre à l'Italie. Il demandait si, dans ce cas, l'Allemagne s'opposerait à ce que l'Autriche reprit possession d'une partie des provinces perdues en 1859 et en 1866? Bismarck avait hésité un instant, puis répondu: « Non, nous n'y mettrons pas d'obstacles. L'Italie n'est pas de nos amis. » A la même époque, sur une question du Nonce, s'informant si l'Allemagne s'opposerait à un rétablissement au moins partiel du pouvoir temporel, il avait fait exactement la même réponse. Même au cas où ces paroles du grand chancelier eussent couvert une politique en partie double, ces conversations montraient que nous n'avions pas d'illusions à nous faire sur les sentiments des deux chancelleries de l'Europe centrale. Quant aux sentiments de la France, le comte de Robilant n'avait pas besoin, pour les connaître, de l'affaire de Tunis. » (Rafaele Cappelli, *La politica estera del conte di Robilant*. Roma, Forzani, 1897).